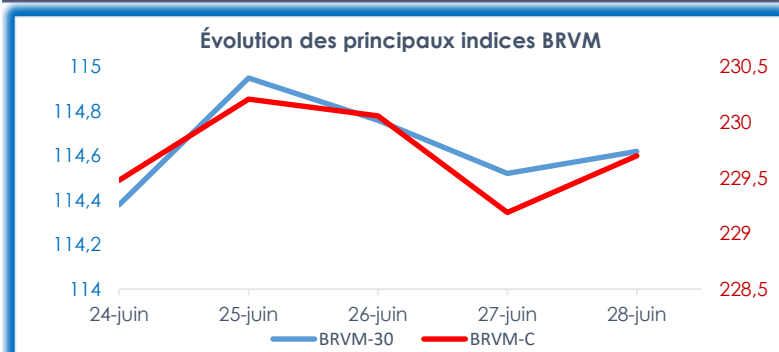


DONNÉES DU MARCHÉ



Plus fortes hausses

Titres	Séance du 21-juin-24	Séance du 28-juin-24	Var. en %
SAPH CI	2 580	2 800	8,5%
BERNABE CI	925	1 000	8,1%
SITAB CI	7 000	7 495	7,1%
SICABLE CI	990	1 060	7,07%
ORAGROUP TOGO	1 840	1 960	6,52%

Plus fortes baisses

Titres	Séance du 21-juin-24	Séance du 28-juin-24	Var. en %
SGB CI	20 690	19 015	-8,09%
BOA SENEGAL	4 200	3 875	-7,74%
BICI CI	10 700	10 000	-6,54%
SETAO CI	715	695	-2,80%
SUCRIVOIRE CI	510	500	-1,96%

Évolution du marché des actions de la BRVM sur la semaine

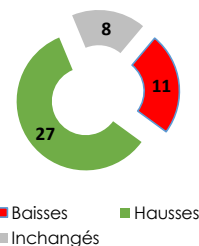
Indicateurs	21-juin-24	28-juin-24	Var. en %
Capitalisation boursière	8 360 446 714 949	8 484 963 050 241	▲ 1,49%
Val. échangée	1 492 309 847	1 548 273 283	▲ 3,75%
Nbre de titres échangés	1 084 438	877 299	▼ -19,1%
BRVM-C	230,05	229,70	▼ -0,15%
BRVM-30	114,84	114,62	▼ -0,19%

Source : brvm.org

TOP 5 des titres les plus actifs sur la semaine

En termes de valeur		En termes de volume	
Titres	Valeurs des transactions en FCFA	Titres	Nombre de titres transigés
ONATEL BF	181 563 920	ETI TOGO	404 226
SGB CI	137 811 845	ONATEL BF	64 671
PALM CI	119 107 595	MOVIS CI	54 363
BOA NIGER	110 045 295	CIE CI	46 778
CIE CI	92 871 780	SUCRIVOIRE CI	31 519

Évolution générale des titres



Marchés étrangers (Afrique)

Indices	21-juin-24	28-juin-24	Var. en %
GHANA GSE-CI	3 798,01	3 829,61	▲ 0,8%
NIGERIA NSE	99 743,05	100 055,49	▲ 0,3%
KENYA NSE	112,75	109,49	▼ -2,9%
TUNISIE TUNINDEX	9 774,58	9 726,08	▼ -0,5%
MAROC MASI	13 140,91	3 301,37	▼ -74,9%

Cours des matières premières

Matières premières	28-juin-24	Var. 1 Janv
Pétrole BRENT USD/Baril	86,41	10,0%
Cacao USD/Tonne	7 729,00	84,2%
Sucre USD/lb	20,31	-1,3%
Coton USD/lb	74,69	-7,8%
Caoutchouc USD/kg	2,10	25,7%

Source : Bloomberg / ABC Bourse / African markets / Investing.com

Semaine 26 : "Le marché enregistre son 1^{er} repli hebdomadaire du mois de juin"

Après sept semaines de hausses consécutives, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières a marqué une pause en territoire négatif à l'issue de la semaine 26. L'indice Composite a légèrement reculé de 0,15 %, s'établissant à 229,70 points par rapport au vendredi précédent. Une régression a également été observée sur les indices BRVM 30 (-0,19 % à 114,62 points) et BRVM Prestige (-0,95 % à 108,16 points).

Cette baisse du marché, survenue malgré une majorité de titres en hausse (27 progressions contre 11 baisses), est principalement due à la contreperformance de Société Générale CI, la troisième plus grande capitalisation du marché, qui a subi un détachement au cours de la semaine. La première capitalisation boursière, SONATEL, a également enregistré une baisse de 0,62 %, ce qui n'a pas aidé la situation du marché.

La meilleure performance de la semaine revient à l'action **SAPH CI**, qui a grimpé de 8,53 %, passant de 2 580 FCFA à 2 800 FCFA. Cette action enregistre ainsi sa quatrième hausse hebdomadaire consécutive, avec une croissance totale de 17 %. Cette progression est soutenue par la reprise des prix mondiaux du caoutchouc naturel. Bien que la demande mondiale ait diminué en raison de l'impact de la pandémie sur l'économie chinoise, principal marché, elle est de nouveau en augmentation.

VIVO ENERGY CI enregistre la deuxième place des meilleures performances avec une augmentation de 8,1% à 1000 FCFA. Le cours de l'action regagne des couleurs grâce au retour des investisseurs sur la valeur qui était à un support au terme de la semaine précédente.

Les titres **SITAB CI** (+7,1% à 7495 FCFA), **SICABLE CI** (+7,07% à 1060 FCFA) et **ORAGROUP TG** (+6,52% à 1960 FCFA), complètent le top 05.

L'action **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CI** a enregistré la plus forte baisse de la semaine, avec une chute de 8,09 % de son cours, se stabilisant à 19 015 FCFA. Cette diminution s'explique principalement par le détachement du dividende le 25 juin, suivi du paiement le 27 juin. À noter que l'action avait atteint son plus haut historique à 20 810 FCFA au cours du mois de juin.

La baisse de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CI a été suivie par celle de **BOA SN**, qui a vu son cours diminuer de 7,74 %, atteignant 3 875 FCFA. Cette baisse a été causée par le détachement d'un dividende de 300 FCFA par action le mardi, que l'action n'a pas réussi à compenser.

Les autres actions figurant parmi les cinq plus grandes baisses de la semaine sont **BICI CI** (-6,54 % à 10 000 FCFA), **SETAO CI** (-2,80 % à 695 FCFA), et **SUCRIVOIRE CI** (-1,96 % à 500 FCFA).

Niger : Depuis sa réintégration sur le marché des titres publics par adjudication, le Niger a levé 645 milliards FCFA (plus d'un milliard \$) d'après les données d'Umoa-titres. Ce montant se divise en 414,7 milliards FCFA de bons du Trésor et 230,3 milliards FCFA d'obligations.

Cette mobilisation contraste avec les prévisions budgétaires de 253 milliards FCFA en obligations du trésor pour 2024. Le coup d'État contre Mohamed Bazoum en 2023 a conduit Niamey à utiliser ses premières levées de fonds pour régler des arriérés de dette dus aux sanctions de la CEDEAO. En juin, le Niger avait remboursé 184 milliards FCFA en principal et 62 milliards FCFA en intérêts, soit 256 milliards FCFA au total.

Les rendements des titres nigériens restent élevés, souvent supérieurs à 9%, atteignant 10,31% pour des échéances d'un an. Ces taux élevés reflètent soit une perception de risque accrue, soit un besoin urgent de financement du gouvernement.

Malgré leur attractivité pour les investisseurs, ces rendements indiquent les défis économiques du pays. Le budget de l'État pour 2024 est prévu à plus de 2 653 milliards FCFA (4,4 milliards de dollars).

Ghana : La croissance du PIB du Ghana en 2024 sera principalement soutenue par la reprise de la consommation des ménages, l'augmentation des dépenses publiques et des investissements étrangers. Selon un rapport de Fitch Solutions, la croissance économique devrait atteindre 4,3 % en 2024, contre 2,9 % en 2023, et 4,5 % en 2025 grâce à une demande intérieure renforcée et à une hausse des investissements.

La consommation des ménages, favorisée par une baisse de l'inflation prévue à 19,5 % d'ici fin 2024, sera un moteur clé de cette croissance. Les dépenses publiques en prestations sociales devraient également augmenter avant les élections de décembre, stimulant le pouvoir d'achat.

La formation brute de capital fixe continuera de croître grâce à la baisse de l'inflation, la restructuration de la dette extérieure, le soutien du FMI et le lancement de projets d'infrastructures. Cependant, une baisse de 12,8 % de la production de cacao freinera la reprise économique, malgré une augmentation des exportations d'hydrocarbures.

En 2025, la croissance devrait s'accélérer avec une inflation en baisse, une stabilité accrue du taux de change et une augmentation des investissements étrangers.

La nouvelle monnaie du Zimbabwe met fin à l'instabilité économique (FMI)

L'institution financière multilatérale souligne que la stabilité du taux de change de la monnaie zimbabwéenne, soutenue par 2,5 tonnes d'or et 100 millions de dollars de réserves en devises étrangères, devrait permettre de limiter l'inflation cumulée pour le reste de l'année en cours à environ 7%.

Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé, dans un communiqué publié le jeudi 27 juin 2024, que l'introduction d'une nouvelle monnaie adossée à l'or par les autorités zimbabwéennes en avril dernier a permis de mettre fin à l'instabilité qui avait affecté l'économie du pays au premier trimestre 2024.

« Le taux de change officiel du Zimbabwe Gold (ZiG) est resté stable jusqu'à présent, mettant fin à l'épisode d'instabilité macroéconomique enregistré au cours des trois premiers mois de l'année, lorsque le dollar zimbabwéen s'est déprécié d'environ 260% face au dollar américain », a souligné le Fonds dans le communiqué publié à l'issue d'une mission de consultations au titre de l'article IV des statuts de l'institution.

« En supposant que la stabilisation macroéconomique soit durable, l'inflation cumulée pour le reste de l'année devrait se situer à environ 7% », a-t-il ajouté, tout en soulignant « l'amélioration de la discipline de politique monétaire ».

Le FMI a aussi salué « le renforcement de la coordination entre la Banque centrale et le ministère des Finances, du Développement économique et de la Promotion des investissements sur les politiques macroéconomiques et la gestion des liquidités ».

Le ZiG est soutenu par 2,5 tonnes d'or et 100 millions de dollars de réserves en devises étrangères détenues par la Reserve Bank of Zimbabwe. Son introduction constitue la sixième tentative du gouvernement de se doter d'une monnaie locale stable au cours des quinze dernières années.

Le Zimbabwe traverse une grave crise économique depuis le début des années 2000, après la réforme agraire de l'ex-président Robert Mugabe, qui a brisé un secteur clé de l'économie du pays et l'a poussé à interrompre le remboursement de sa dette aux bailleurs de fonds internationaux. Cette crise a provoqué une hyperinflation qui a poussé le gouvernement de l'époque à faire tourner la planche à billets, exacerbant ainsi le problème puis à abandonner en 2009 la monnaie nationale, le dollar zimbabwéen, au profit du dollar américain. En 2019, le gouvernement a pris la décision controversée de réintroduire le dollar zimbabwéen dans l'espoir de relancer une économie stagnante, sans succès.

Ce pays d'Afrique australe doit actuellement 13 milliards de dollars à ses créanciers extérieurs et 6,2 milliards de dollars aux investisseurs locaux, selon des données présentées fin mai dernier par le ministre des Finances, Mthuli Ncube, lors d'une rencontre sur l'apurement des arriérés de la dette.

Toujours privé du soutien des bailleurs de fonds internationaux, Harare a eu beaucoup de mal à obtenir les lignes de crédit et à attirer les investissements étrangers nécessaires à la relance de son économie.

Le FMI a conditionné la reprise de son soutien financier au Zimbabwe à l'apurement des arriérés de dette du pays, qui a déjà commencé à effectuer des remboursements « symboliques » à des institutions financières multilatérales et des pays membres du Club de Paris.

Source : Agence Ecofin

OPPORTUNITÉS DU MARCHÉ

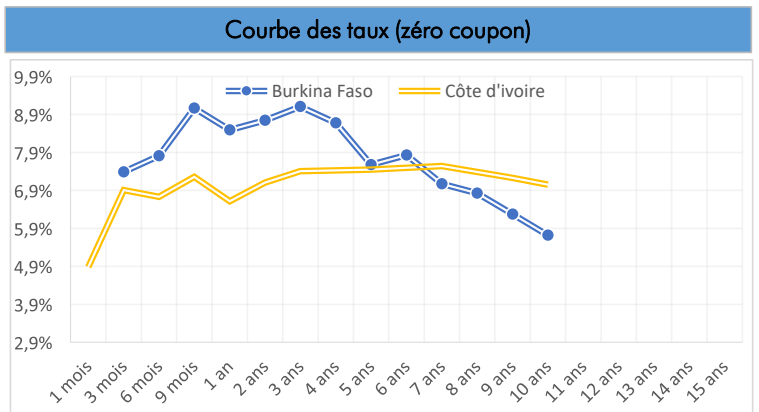
Marché monétaire (opérations du marché d'adjudication de la BCEAO pour la semaine à venir)

- Le 02-07-2024 : émission simultanée de la Côte d'Ivoire, deux BAT (03 mois et 12 mois) et trois OAT (05 ans au taux d'intérêt de 5,90%, 07 ans au taux d'intérêt de 6,25% et 10 ans au taux d'intérêt de 6,25%) pour un montant de global 75 milliards FCFA
- Le 03-07-2024 : émission simultanée du Burkina, un BAT de 12 mois et deux OAT (3 ans au taux d'intérêt de 6% et 5 ans au taux d'intérêt de 6,20%) pour un montant de global 30 milliards FCFA

Marché primaire

Tableau récapitulatif des taux des émetteurs du Marché des Titres Publics (Taux zéro coupon)

Maturité	Benin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
1 mois			4,9%		4,9%	5,3%	3,3%	
3 mois	5,97%	7,4%	6,9%	7,8%	8,0%	3,9%	5,7%	6,9%
6 mois	7,29%	7,8%	6,7%	9,5%	8,9%	8,1%	7,2%	7,5%
9 mois	7,58%	9,1%	7,3%	9,4%	5,2%	8,2%	7,8%	5,1%
1 an	7,19%	8,5%	6,6%	8,8%	8,8%	7,8%	7,4%	7,8%
2 ans	7,22%	8,7%	7,1%	9,3%	9,3%	7,5%	6,4%	4,5%
3 ans	7,33%	9,1%	7,4%	10,0%	10,0%	7,0%	7,6%	7,7%
4 ans	6,97%	8,7%	7,4%	9,1%	9,3%	7,0%	7,6%	7,3%
5 ans	6,20%	7,6%	7,4%	8,3%	8,5%	6,6%	7,6%	7,8%
6 ans	5,79%	7,8%	7,5%	7,6%	7,4%	6,5%	6,4%	5,4%
7 ans	4,78%	7,1%	7,5%	6,9%	6,2%	6,5%	5,2%	6,0%
8 ans	5,02%	6,8%	7,4%				5,3%	5,9%
9 ans	5,06%	6,3%	7,2%				5,3%	5,8%
10 ans	5,10%	5,7%	7,1%				5,4%	5,6%
11 ans							5,5%	5,7%
12 ans							5,6%	5,8%
13 ans							5,7%	5,9%
14 ans							5,9%	6,0%
15 ans							6,0%	6,0%



SUSPENSION DE COTATION

Définition

Une suspension de cotation se traduit par un arrêt temporaire de la cotation d'un titre sur le marché, afin de "protéger le titre et à garantir la bonne circulation d'une information, à un moment donné, à l'ensemble des investisseurs.

Les cas de suspension de cotation

- **Suspension à l'initiative de la société cotée**

Un émetteur peut demander à l'entreprise de marché (la bourse), de suspendre la cotation de son titre lorsqu'intervient un événement pouvant avoir un impact sur le cours.

Cela peut être par exemple : la publication des résultats d'une étude sensible concernant un produit de la société, lorsque le titre va faire l'objet d'une offre publique, ou encore la publication d'un communiqué financier ou une annonce de mise en redressement judiciaire. La suspension de cotation peut également être demandée par une société cotée lorsque des rumeurs susceptibles d'influer sur le cours circulent.

- **Suspension à l'initiative de l'entreprise de marché**

L'entreprise de marché peut décider de suspendre la cotation d'un titre lorsque l'émetteur de celui-ci n'a pas respecté les règles de marché.

- **Suspension à l'initiative du régulateur**

Le régulateur peut demander à ce qu'un cours soit suspendu dans l'intérêt du marché, notamment si la société ne fournit pas une information correcte au public.

Les effets d'une suspension de cotation

Toute suspension de cotation fait l'objet d'un Avis précisant l'origine de la suspension, les raisons, la date d'effet et les conditions de reprise de la cotation. Pendant la suspension, aucun ordre ne peut être saisi dans le système de négociation et aucune négociation sur la valeur ne peut être réalisée.

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, à la date du présent article, nous avons 03 titres suspendus de la cotation à savoir SOLIBRA CI, CROWN SIEM et MOVIS CI.



BURKINA FASO : +226 25 33 14 85



CÔTE D'IVOIRE : +225 20 30 75 15



MALI : +223 20 70 59 00



TOGO : +228 22 20 82 82

Avertissement:

Les informations contenues dans le présent document sont fournies à titre indicatif et ne pourraient être considérées comme une incitation d'investissement. Elles ont été obtenues de sources considérées fiables mais ne peuvent pas être garanties quant à leur précision par notre SGI. Par conséquent, nous nous désengageons de toute responsabilité quant à l'inexactitude ou omission de certaines données.

